

A Genève aussi, une initiative pour la gratuité des transports est sur les rails

Après Neuchâtel, Fribourg et Vaud, c'est à Genève que sera lancée une initiative en faveur de la gratuité des transports publics. Elle sera portée par un regroupement de jeunes de gauche du canton.

Des représentantes et représentants des Jeunes POP, des Jeunes Vert-e-s, de la Jeunesse Socialiste et de la Jeunesse Solidaire se sont réunis en conférence de presse afin d'annoncer le lancement de leur initiative cantonale «pour des transports gratuits, écologiques et de qualité». Cette dernière vise l'ajout de deux paragraphes à l'article 191 de la Constitution genevoise, prévoyant la gratuité des transports publics financée par les mesures fiscales usuelles de l'État.

Samuel Golly, coprésident des Jeunes POP, a donné le ton : «Notre proposition repose sur deux jambes : une jambe écologique et une jambe populaire». En effet, les initiants ont insisté sur la nécessité de répondre à la fois à une urgence climatique et à une urgence sociale. «Les conséquences déjà visibles du changement climatique, le besoin de gagner en souveraineté énergétique et les rapports alarmants du GIEC montrent que nous sommes dans une situation radicale, qui appelle des mesures radicales», a lancé le jeune vert Damian Veiga. «On constate une précarisation constante de la population et des inégalités qui ne cessent



de se creuser. Nous voulons une transition écologique qui ne laisse pas de côté les travailleuses et les travailleurs, c'est pourquoi il faut arrêter avec les mesures punitives et passer à des mesures incitatives», a ajouté Nicolas Rault, des Jeunes POP.

Côté financement, c'est environ 157 millions de francs par an de recettes sur les titres de transport qui devront être compensés. Si le texte de l'initiative laisse à l'État la tâche de trouver les solutions concrètes et la possibilité d'un impôt avec une grande progressivité, le jeune solidaire Teo Frei affirme que «de l'argent, il y en a». Il est fait mention de 2,3 milliards de francs qui pourraient tomber dans les caisses de l'État après la mise en conformité de la Suisse au taux minimal d'imposition sur les grandes entreprises à 15 % négocié par l'OCDE, mais aussi 350 millions au niveau genevois en cas d'acceptation de l'initiative genevoise «pour une contribution temporaire de solidarité». Autant de sommes qui pourraient être réaffectées notamment pour les

transports publics, de l'avis des initiants.

En 2008 déjà, une initiative similaire s'était soldée par un échec dans le canton, mais les porteurs du projet se veulent optimistes. «De nombreux exemples de mise en place de la gratuité des transports dans d'autres villes montrent des répercussions positives», selon Elisabetta Marchesini, jeune socialiste. Et Luca Califano, jeune solidaire, de souligner que «depuis, les choses ont changé et des événements comme les Grèves du Climat, qui ont réuni jusqu'à 100'000 personnes à Berne, montrent que les consciences évoluent.»

Reste alors aux organisations d'engranger un peu plus de 8'000 signatures en 4 mois pour espérer voir leur initiative être soumise à l'avis de la population genevoise.

Balmain Badel

Paru dans Voix populaire



Non à la guerre, pour la paix et l'amitié entre les peuples !

Résolution du comité central du Parti suisse du Travail – Parti ouvrier et populaire (PST-POP) sur la situation en Ukraine

Le comité central du PST-POP condamne la guerre d'invasion russe en Ukraine. Le but avoué du gouvernement russe est de renverser le gouvernement ukrainien, ce qui constitue une violation inacceptable de la souveraineté de l'Ukraine et du droit international. Il s'agit d'une aggravation des contradictions entre grandes puissances impérialistes avec les conséquences que cela implique pour les populations civiles.

L'intervention militaire russe ne doit en aucun cas faire oublier l'écrasante responsabilité des États-Unis, de l'OTAN et en général des pays occidentaux dans l'embrassement de la région. Nous condamnons la politique impérialiste et

agressive que ces derniers n'ont cessé de mener et dont le but est de déstabiliser l'Ukraine et de provoquer la Russie, cela depuis leur soutien au coup d'État fasciste de Maïdan en 2014. Seul des engagements sérieux dans le sens d'un arrêt immédiat de l'expansion de l'OTAN vers l'Est et la fin de la confrontation à tout prix avec la Russie pourront constituer une base solide en vue d'une désescalade du conflit.

Plus que jamais, l'urgence est à la mobilisation pour la paix, le respect du droit international et l'amitié entre les peuples. La guerre ne profite jamais aux peuples : Nous refusons de nous déchirer et de payer



le prix des conflits causés par les impérialistes.

Berne, 26 février 2022

Bloc "Jeunes contre la guerre et l'impérialisme" !

Le Comité des Jeunes contre la guerre et l'impérialisme - Genève a défilé hier lors de la manifestation en solidarité à la population ukrainienne et à l'opposition russe à Poutine avec une banderole dont le message a été largement vu !

Des jeunes de la Grève du Climat - Genève, d'Extinction Rebellion Genève, de la Jeunesse Solidaire GE-SolidaritéS Jeune et des Jeunes POP Genève ont défilé ensemble dans ce bloc !

Nous devons être plus nombreuses pour nous opposer à l'agression armée russe, mais aussi pour nous opposer aux politiques impérialistes des différents blocs, à la montée des nationalismes quels qu'ils soient, au militarisme et à la course aux armements désastreuse pour les peuples et à la menace nucléaire qui met en péril l'humanité, à l'impunité des oligarques russes qui soutiennent Poutine depuis nos pays, à la dépendance toxique aux énergies fossiles, au recours dangereux à l'énergie nucléaire, à la politique discriminatoire



d'accueil des migrant-e-x-s et à la non-solidarité avec d'autres peuples en luttant pour leur existence et leur autonomie (Palestine, Kurdistan, etc.).

Devant le niveau actuel de tension de la situation internationale, c'est notre avenir qui est en jeu, à moyen terme assurément, et peut-être même déjà à court terme !

Rejoins le comité des Jeunes contre la guerre et l'impérialisme pour mener des actions, participer aux manifestations, sensibiliser la population !

Pour nous rejoindre, écris-nous par mail à jeunescontrelaguerre@protonmail.com !



Solidarité avec le peuple ukrainien

Pour le désarmement nucléaire global

Le groupe pour une Suisse sans armée condamne sans appel l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe et nous demandons le retrait immédiat des troupes russes de tout le territoire de l'Ukraine. Nous sommes solidaires avec le peuple ukrainien et nous soutenons la résistance du peuple ukrainien. Quand un peuple est attaqué par une armée, il a le droit de se défendre et de résister, y compris avec les armes. Cela vaut pour le peuple ukrainien face à l'armée russe et cela vaut aussi pour le peuple Kurde face à l'armée turque, pour le peuple palestinien face à l'armée israélienne et encore pour le peuple du Yémen face aux armées de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis.



Aujourd'hui nous assistons une nouvelle fois, avec beaucoup d'indignation et d'impuissance, à l'imposition de la du plus fort. L'armée russe impose sa force contre les droits du peuple ukrainien.

Les guerres portées par les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN en Irak, en Lybie et en Afghanistan pour soi-disant amener la démocratie et les droits humains ont été une faillite catastrophique.

Et le choix des armes et des guerres est totalement impossible face à des puissances nucléaires, comme aujourd'hui en Ukraine face à la Russie ou demain en Asie face à la Chine. Personne au monde veut la destruction de la planète avec une guerre nucléaire ! Et même sans guerre nucléaire, la course aux armements va encore accélérer la crise climatique au lieu de la prévenir !

Alors que le droit du plus fort règne partout en maître, les peuples ne devraient pas être obligés à se soumettre à l'une ou à l'autre des puissances militarisées du monde devenu multipolaire. Aucun peuple peut vivre libre sous le chantage nucléaire. Il devient urgent de faire

les choix de la sécurité collective, de la lutte contre les causes des guerres, de la solidarité entre les peuples avec une ONU des peuples et du désarmement global.

C'est pourquoi le GSsA refuse la logique destructrice et meurtrière du réarmement massif en cours en Europe, à commencer par le gouvernement social-démocrate, Vert et libéral allemand. En Suisse nous refusons de nous plier aux injonctions de la droite bourgeoise et de la ministre de la défense Viola Amherd. Non! nous ne retirerons pas notre initiative contre l'achat des avions de combat F-35 !

La Suisse et le monde n'ont pas besoin de nouveaux instruments de guerre ! Nous avons par contre besoin des peuples et des personnes qui partout luttent pour leurs droits et contre les causes des guerres, en premier lieu contre les inégalités, contre la faim et la misère.

Peuples de tous les pays, unissons-nous pour confisquer les richesses de tous les oligarques milliardaires du monde. Confisquons tous leurs méga-yachts de luxe, mais surtout désarmons les

arsenaux nucléaires des États qui les protègent. Vive le peuple ukrainien qui lutte pour sa liberté. Vive les femmes et les hommes de Russie qui luttent contre la guerre et pour leurs droits démocratiques. Vive les luttes de tous les peuples qui luttent pour la liberté, pour leur autodétermination et contre la faim, l'oppression et l'exploitation par les puissants de notre terre.

Halte à la guerre en Ukraine, et halte aux guerres partout dans le monde !

Tobia Schnebli

Discours prononcé à la manifestation du 5 mars 2022

(au nom du GSsA)



NON à la guerre, contre tous les impérialismes, pour la paix et l'amitié entre les peuples !

Position du PST-POP sur la guerre en Ukraine

Voilà trois semaines déjà que la guerre ensanglante l'Ukraine, suscitant une indignation justifiée et un mouvement de solidarité qui est à saluer, mais donnant lieu aussi à une ambiance d'union sacrée qui l'est beaucoup moins. Comme pour toutes les guerres, une propagande de guerre effrénée se déchaîne, des deux côtés, et, entre l'hystérie collective et les fake news, il devient parfois difficile de garder une ligne rationnelle, tant les pressions peuvent être fortes et les enjeux complexes. Le PST-POP se devait de publier une prise de position plus détaillée que son communiqué de presse du 26 février, pour clarifier l'analyse que nous faisons de la guerre en Ukraine, et le sens de notre engagement internationaliste pour la paix et contre tous les impérialismes en les présentes circonstances.

La première chose à dire, c'est que les responsabilités de la guerre sont claires, et que c'est la Fédération de Russie qui en est fautive. Le 24 février 2022, Vladimir Poutine a donné l'ordre d'une invasion de l'Ukraine, dans le but avoué de renverser le gouvernement ukrainien, d'imposer la "neutralisation" et la "démilitarisation" de l'Ukraine, ce qui constitue une violation flagrante de la souveraineté de l'Ukraine, un acte contraire au droit international, criminel, que rien ne peut justifier, et qui risque de tourner à la catastrophe nationale pour l'Ukraine et pour la Russie. Ce fait ne peut être ni relativisé, ni minimisé, et s'il est indispensable de ne pas s'en tenir à l'indignation morale, mais de comprendre les causes plus lointaines de la guerre, et le rôle peu reluisant des puissances impérialistes occidentales, de l'OTAN, et des gouvernements successifs de Kiev, ce n'est qu'après avoir pris acte de la responsabilité écrasante et injustifiable de Poutine et de son régime.

Il ne faut pas se laisser abuser par les slogans de protection des habitants du Donbass (reprise de la part de Poutine du slogan atlantiste de la "responsabilité de protéger", qui servit d'excuse pour tant de crimes de guerre) et de "dénazification". Le régime de Poutine n'en a pas grand-chose à faire des habitants de l'Est de l'Ukraine, qui ne sont à ses yeux que des pions au service de ses objectifs géopolitiques. Il n'a rien fait pendant huit ans pour stopper les combats et protéger les habitants de ces régions, et n'est « accouru à leur aide » qu'en guise de prétexte pour entamer une guerre qui, visiblement, était en préparation depuis plusieurs mois. Les manœuvres dilatoires du régime russe, qui niait avec véhémence préparer une invasion, et a fait semblant de négocier avec une série de dirigeants occidentaux qui se sont succédé à Moscou, ont trompé beaucoup de monde. Il était raisonnable alors de ne pas croire sur parole Joe Biden – après tout, les USA ont menti presque à chaque fois aussi longtemps que l'on s'en souviendra, de la guerre du Vietnam, aux prétendues armes de destruction massives de Saddam Hussein, et tant d'autres fois – mais, rétrospectivement, le doute n'est plus permis, et il faut en prendre acte.

Les forces armées des deux républiques populaires sécessionnistes mènent, avec le soutien de l'armée russe, ce qu'elles qualifient de "contre-offensive" en vue de la "libération" de "territoires provisoirement sous occupation ukrainienne", ce qu'il est impossible de qualifier autrement que comme une guerre de conquête. Et le régime de Poutine n'est "antifasciste" que dans la mesure où il faut bien l'être pour commémorer la grande victoire de 1945. Son idéologie est profondément anticommuniste et réactionnaire, et ses liens avec l'extrême-droite – des partis d'extrême-droite d'Europe comme des



mouvances de son propre pays – plus que troubles. Il semble que l'armée russe avait préparé une opération spéciale, qu'elle espérait conclure en une poignée de jours, mais qu'elle a dû faire face à une résistance bien supérieure à ce qu'elle avait prévu du côté ukrainien. Depuis, l'opération militaire tourne à la guerre de longue durée, avec des tactiques qui menacent d'en faire un carnage : siège de villes et bombardements indiscriminés ; sans parler de crimes de guerres et de violations du droit international humanitaire.

Pour justifier ses opérations militaires, Poutine a prononcé des discours délirants, qui constituent une négation violente de la souveraineté de l'Ukraine - qui serait un État "failli" et "artificiel" - doublé d'une diatribe grotesque contre l'URSS et Lénine (comme si c'était Lénine qui avait détruit l'URSS, et pas Eltsine son mentor!). Ce qu'il reproche au fond à la politique nationale léniniste, c'est d'avoir reconnu aux peuples des "périphéries" des droits nationaux, dont le droit d'autodétermination, alors que pour lui ce n'était que des dominions coloniaux, qui appartiennent de droit à l'Empire, qui peut de ce fait en disposer à sa guise - ce qui lui donnerait le devoir de "récupérer" des territoires "ancestraux".



L'esprit de cette rhétorique réactionnaire est la négation même du droit international, un retour au monde d'avant l'ONU. C'est une régression que nous ne pouvons accepter. Certes, le droit international n'est que peu appliqué, et l'ONU trop souvent impuissante, mais un retour en arrière ne serait dans l'intérêt que des seuls empires. La création d'un droit international après la Deuxième Guerre mondiale, pour lequel les pays socialistes ont joué un rôle décisif, est un progrès historique incontestable, que nous ne pouvons pas laisser disparaître.

Depuis le déclenchement de la guerre, la Russie sombre dans une véritable dictature militaire – même si, légalement, l'état de siège n'y a pas été proclamé –, la censure militaire et le despotisme. Même parler de « guerre » ou d'« invasion » y est interdit, la diffusion de « fausses informations » (soit : non conformes aux déclarations du ministère de la défense) est passible de peines allant jusqu'à 15 ans de prison, les médias d'État essayent de créer un climat d'union sacrée et d'hystérie nationaliste et les manifestations contre la guerre sont brutalement réprimées.

Dénoncer la responsabilité du régime russe en premier lieu dans cette guerre n'implique toutefois nullement de passer sous silence le rôle de l'OTAN, de l'UE et des USA, qui ont mené et mènent toujours une politique impérialiste et agressive, qui ont grandement contribué à déstabiliser l'Ukraine – en vue de l'utiliser pour leurs propres objectifs –, qui ont soutenu le coup d'État fascisant du Maïdan en 2014. En rompant leur promesse faite naguère à Gorbatchev de « ne pas étendre l'OTAN d'un pouce à l'Est » – même si la Russie a aussi déchiré les traités qu'elle avait signés en attaquant l'Ukraine –, en menant une politique de confrontation non-dissimulée avec la Fédération de Russie, en organisant en sous-main des « révolutions colorées » pour installer des régimes pro-occidentaux, les puissances impérialistes occidentales ont dans le

déclenchement dans cette guerre une responsabilité qui n'est pas moindre que celle du régime de Poutine. Les pays de l'OTAN n'ont ni la légitimité morale, ni n'ont la volonté, de défendre la paix et la démocratie. Leurs ingérences dans les affaires ukrainiennes sont bellicistes et impérialistes au plus haut point. Des criminels de guerre ne peuvent se faire les défenseurs de la paix que de façon parfaitement intéressée et hypocrite. Qu'en est-il alors de la souveraineté et des droits du peuple cubain? du peuple sahraoui? du peuple palestinien?...

Nous ne pouvons pas oublier non plus la responsabilité des gouvernements ukrainiens successifs. Le putsch de Maïdan, loin de la prétendue « révolution démocratique », fut – il faut le dire, même si ce n'est pas très populaire – un coup d'État fascisant. On ne peut bien entendu pas nier la faute du président renversé, Victor Ianoukovitch, notoirement corrompu, et de la Russie, qui, par son mépris non-dissimulé pour l'Ukraine, a attisé le mécontentement populaire. Mais, en 2014, c'est un gouvernement formé de politiciens issus de partis d'extrême-droite qui a pris le pouvoir par la force, et qui a attisé un nationalisme forcené : réhabilitation de collabos qui avaient pris fait et cause pour le Troisième Reich, et participé à ses crimes contre l'humanité – dont le plus connu est Stepan Bandera – érigés au rang de héros nationaux ; rhétorique incendiaire et mesures discriminatoires envers les russophones ; « décommunisation », interdiction des symboles communistes, mise du Parti communiste hors la loi, destruction de monuments soviétiques. Des groupes armés ouvertement fascistes – arborant des symboles néonazis, et même des portraits d'Adolf Hitler – purent commettre des exactions, des actes de torture et des assassinats d'opposants en nombre, non seulement en toute impunité, mais avec la complicité active de l'État. L'ambiance y rappelait de façon inquiétante l'Italie la veille de la prise du pouvoir par Benito Mussolini.

Il faut rappeler aussi que la guerre n'a pas commencé le 24 février 2022, mais dure depuis 8 ans déjà. Quelques 14'000 personnes y ont perdu la vie (chiffres de l'ONU, total qui inclut les victimes civiles et militaires, dans les deux camps). Le coup d'État de Maïdan, les menées visibles de l'extrême-droite, la réhabilitation de criminels fascistes, le nationalisme virulent qui s'est déchaîné alors n'a que très logiquement entraîné une réaction de rejet, une juste indignation à l'Est de l'Ukraine, majoritairement russophone, où les symboles à la gloire de Stepan Bandera ont réveillé de douloureux souvenirs. Le gouvernement putschiste n'a rien trouvé de mieux à faire que d'imposer une ukrainisation forcée au niveau linguistique : le russe perdait légalement son statut de langue officielle au niveau régional, et ne pouvait plus être utilisé ni dans l'administration ni dans l'enseignement. Des enfants dont les parents ne maîtrisent pas l'ukrainien devaient désormais suivre leur scolarité dans cette langue. Cette politique nationaliste a fort logiquement déclenché un mouvement séparatiste à l'Est de l'Ukraine. Il en a fallu beaucoup moins pour faire émerger la question jurassienne naguère... Les Républiques populaires de Lougansk et de Donetsk sont nées dans ces circonstances. Le séparatisme au Donbass a eu une incontestable légitimité, et a commencé comme une authentique révolution populaire antifasciste. Il ne peut en aucun cas être réduit à une opération des services secrets russes, même si cet aspect était présent dès le départ, et est devenu prédominant une fois que pratiquement tous les communistes actifs dans les instances des deux républiques séparatistes eurent été assassinés dans des circonstances non-élucidées. Loin de chercher une solution politique à un mécontentement légitime d'une partie de son peuple, le régime issu de Maïdan multiplia les déclarations incendiaires, et volontiers racistes, contre les russophones, et déclencha une guerre civile contre le Donbass séparatiste, envoyant notamment au front des bataillons néonazis formés de



volontaires, des véritables *Freikorps*, comme ceux que Gustav Noske avait naguère lancé contre la Révolution allemande, n'obéissant pas aux lois et commettant des exactions en toute impunité. Pour mettre fin à la guerre et trouver une solution politique furent conclus en 2015 les accords de Minsk, que l'Ukraine a signés, mais jamais respectés. D'un autre côté, la Russie n'a pas non plus cherché à mettre fin à la guerre qui a continué, mais s'est arrangée pour laisser pourrir la situation pour avoir un moyen de pression contre l'Ukraine. Le régime de Kiev comme celui de Moscou sont coresponsables de la situation. Les puissances impérialistes membres de l'OTAN portent une responsabilité non-moindre, en ayant sciemment jeté de l'huile sur le feu, et en poussant l'Ukraine dans une position jusqu'au-boutiste face à la Russie. Du fait de cette stratégie de la tension, aucune solution politique à la guerre civile ukrainienne n'a été possible, et l'invasion russe actuelle est d'une certaine façon la continuation de ce conflit qui dure depuis huit ans, quoiqu'à un niveau qualitativement supérieur. Aujourd'hui, quelle que soit l'issue de la présente guerre, la question du Donbass exige une solution politique, qui soit respectueuse du droit des peuples à l'autodétermination, de tous les peuples, celui d'Ukraine, mais aussi celui des habitants du Donbass. Dire le contraire serait du nationalisme ukrainien, et c'est une position que nous ne pouvons accepter. Les droits linguistiques des russophones doivent notamment être pleinement respectés. Rappelons qu'il s'agit également d'une exigence du droit international.

Quant à la question de la Crimée, il faut faire preuve de nuance. Région historiquement russe, rattachée administrativement à la RSS d'Ukraine en 1954, ses habitants ne pouvaient vivre que comme une violence intolérable les

soubresauts du nationalisme ukrainien et l'ukrainisation forcée après le coup d'État de Maïdan. La façon dont la Crimée a été alors rattaché à la Russie – envoi de militaires sans insignes, organisation d'un référendum sous occupation de fait – constitue indiscutablement un coup de force, indéfendable en regard du droit international, de la part de Vladimir Poutine, ayant créé une situation extrêmement difficile à normaliser. Mais il est clair aussi que le résultat du référendum correspondait à l'opinion réellement exprimée par la majorité des votants. Le PST-POP ne saurait en aucun cas soutenir des exigences équivalant à une restitution de la Crimée à l'Ukraine, encore moins si celle-ci implique une ukrainisation forcée, au niveau linguistique notamment. La Crimée n'est pas simplement un bout de territoire qui peut être transféré d'un État à l'autre au gré des rapports de force. Une solution politique est nécessaire, qui ne peut aller à l'encontre de la volonté des habitants de cette presque-île.

Il faut dire pourtant que la propagande russe ment quand elle prétend que l'Ukraine serait un État « fasciste », qu'il faudrait donc « dénazifier ». L'ambiance fascisante post-Maïdan n'a pas débouché sur un régime fasciste. L'extrême-droite n'a pas pu s'imposer. En 2019, elle a perdu les élections à la Rada, et n'y a fait qu'un score minable. Volodymyr Zelenski a gagné les élections présidentielles face à Petro Porochenko – le président issu du Maïdan – avec un discours flou et populiste et possible, du type « tous pourris », mais dont



Une vérité sur le coup d'État de Maïdan qu'il faut aussi être capable de rappeler

la substance était le rejet du régime précédent. Son parti – « Serviteur du peuple » – a remporté la majorité absolue au parlement. Ce résultat ne peut être interprété autrement que comme une défaite du fascisme dans les urnes. Le gouvernement ukrainien actuel n'est pas fasciste ; Zelenski se définit comme « libertarien ». Il est certes néolibéral, corrompu, et dans une certaine mesure nationaliste. L'extrême-droite a été remise au pas et n'a plus pu agir à sa guise. Les bataillons néonazis furent intégrés à l'armée régulière. Néanmoins, aucun responsable des crimes commis par l'extrême-droite n'a été poursuivi, et les fascistes continuent de gangréner la société et l'État. Mais l'Ukraine ne fait malheureusement pas figure d'exception à ce niveau. Beaucoup trop de pays du monde souffrent du même mal – consubstantiel du capitalisme devenu entièrement réactionnaire – dont le nôtre. Le gouvernement n'a également tenu aucune de ses promesses, et n'a fait qu'aggraver la situation dans le Donbass. A ce titre, il a aussi sa part de responsabilité. Mais si des changements sont indispensables en Ukraine, c'est aux Ukrainiens eux-mêmes qu'il revient de les réaliser. Rien ne légitime de « dénazifier » un pays en l'envahissant et en bombardant ses villes.



Maintenant que l'analyse est faite, que faire ?

Le PST-POP est totalement opposé à toute livraison d'armes, tout soutien militaire, tout envoi de troupes (régulières ou formées de mercenaires) ou toute zone d'exclusion aérienne de la part des pays membres de l'OTAN, et a fortiori de la Suisse. Certes, en tant que pays attaqué, l'Ukraine est dans son droit lorsqu'elle se défend par les armes. Mais l'implication – directe ou indirecte – de puissances impérialistes dans la guerre n'en devient pas légitime pour autant. Le soutien militaire de fait de la part des puissances de l'OTAN à l'effort de guerre ukrainien n'est pas dicté par des beaux principes – que lesdites puissances ne s'appliquent ni à elle-même, ni aux régimes qui leur sont alliés – mais s'inscrit dans une optique de confrontation inter-impérialiste entre l'OTAN et la Fédération de Russie, une guerre conduite par l'Ukraine interposée (dont le sort importe très peu aux puissances impérialistes impliquées). Le but de cette ingérence n'est pas la paix, mais la défaite de l'armée russe – ou, du moins, à lui infliger le maximum de pertes – ce qui signifierait non seulement prolonger la guerre et en aggraver les dévastations, mais courir le risque d'une confrontation directe entre la Russie et l'OTAN, avec le danger bien réel d'une guerre nucléaire. Une politique anti-impérialiste conséquente implique de combattre fermement ces projets bellicistes de l'impérialisme, et de ne pas céder aux pressions de l'union sacrée. Il ne faut pas oublier en effet que la Suisse, malgré sa neutralité officielle, fait *de facto* partie du camp occidental, et ses liens avec l'UE et l'OTAN ne sont pas une vue de l'esprit. A ce titre, notre responsabilité première est de combattre notre propre impérialisme et de faire échouer ses menées bellicistes, même si ce n'est pas lui qui a déclenché la présente guerre, et même si cette position n'est pas toujours simple à faire comprendre.

Le PST-POP n'est pas non plus favorable à la politique de sanctions décrétées à titre unilatéral par les pays occidentaux. Certes, nous comprenons que les agissements du régime de Poutine suscitent une indignation justifiée, et conduisent à se dire qu'on ne peut pas ne « rien faire ». Mais il faut faire l'effort de réfléchir à cette politique du point de vue de ses conséquences et des objectifs réels en jeu, plutôt que seulement sous l'angle de la morale. Si les pays occidentaux qui décrètent les sanctions le font réellement au nom des droits humains et de l'opposition à la guerre, beaucoup d'autres États que la Russie seraient sous sanctions : l'Arabie Saoudite, la Turquie, Israël, le Maroc (qui occupe illégalement le Sahara occidental)...en commençant par les USA eux-mêmes, première menace pour la paix mondiale. D'autres pays, en revanche – Cuba et le Venezuela notamment – subissent une véritable guerre économique, illégale et criminelle, alors qu'ils n'ont attaqué personne, pour le seul tort que leurs peuples ont choisi une voie qui déplaît à l'Empire. Les entreprises suisses appliquent de fait ces sanctions illégales, et la Confédération laisse faire, au mépris de sa neutralité proclamée.

Les sanctions qui ont été prises à ce jour par les pays occidentaux contre la Russie sont très loin de cibler que les intérêts du régime et des oligarques qui y sont liés. Elles équivalent à une véritable guerre économique contre la Russie et son peuple, calibrées pour provoquer une hyperinflation et un effondrement de l'économie russe. La seule façon d'aller encore plus loin dans les sanctions serait d'imposer un blocus total. Cette guerre économique ne suffira pas à mettre fin à la présente invasion. Les dirigeants des pays de l'OTAN reconnaissent que l'effet des sanctions est différé dans le temps, et ne se fera pleinement sentir que dans quelques semaines. Le régime et les oligarques y survivront, et sauront maintenir leurs privilèges, par une exploitation accrue de la classe ouvrière

russe. Les effets seront en revanche dévastateurs pour les classes populaires de Russie, qui plongeront dans les pénuries et la misère. Paradoxalement, cela pourrait même renforcer le régime de Poutine, qui aura beau jeu de rendre l'Occident responsable de tous les maux, et de durcir sa dictature dans un climat de forteresse assiégée. Ces sanctions feront mal également, dans une moindre mais notable mesure – elles le font déjà – aux peuples d'Europe, par les hausses de prix qu'elles occasionnent et occasionneront. L'effet le plus visible est actuellement l'impact sur les tarifs du pétrole et du gaz, qu'il n'est pas acceptable de répercuter brutalement sur les consommateurs – surtout ceux qui ont un revenu modeste et qui n'ont pas d'autres options – en préservant les profits des monopoles. L'UE prévoit de se passer des hydrocarbures russes d'ici 2027, en accélérant la transition énergétique, et, sans doute, en relançant le nucléaire. Nous devons nous opposer par tous les moyens à ce que ce soient les classes populaires qui en payent la facture, et défendre le pouvoir d'achat. Mais il ne faut pas oublier qu'il reste nécessaire de renoncer à brève échéance aux énergies fossiles, et que le pétrole et le gaz bon marché ne sont pas une solution d'avenir.

Mais ces sanctions risquent d'avoir un impact proprement atroce sur les peuples du Tiers Monde, qui ne sont absolument pour rien dans la situation, à travers la baisse des exportations de céréales et d'engrais en provenance de Russie et d'Ukraine, et la hausse massive du prix des aliments de base, qui pour trop de gens sur la planète est une question de vie ou de mort.

Il importe à présent de dénoncer fermement les actes de guerre, de tous les côtés, pour ce que ça vaut, d'appeler à la paix et à la désescalade, de soutenir le mouvement anti-guerre en Russie, la lutte des travailleuses et travailleurs de Russie contre leur régime, de se mobiliser pour un cessez-le-feu et une



solution diplomatique au conflit, qui permette enfin la cessation des combats et un retour à la paix – une solution diplomatique qui n'est concevable qu'en satisfaisant les exigences de sécurité et de souveraineté légitimes, et en apportant des garanties solides, à toutes les parties impliquées, l'Ukraine et la Russie. Ce qui implique aussi la fin de la politique d'escalade et d'expansion à l'Est de l'OTAN. Un statut neutre de l'Ukraine pourrait être une solution, mais à condition que la souveraineté et la sécurité de l'État ukrainien soient également garantis, et respectés. Une solution politique exige enfin une détermination du statut de la Crimée et des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk qui respecte la volonté des habitants de ces régions.

Dans l'immédiat, nous devons nous mobiliser pour un accueil inconditionnel des réfugiés et pour l'aide humanitaire. La Confédération s'y est engagée, et c'est très bien. Mais cette solidarité devrait être le cas avec tous les réfugiés. Pourquoi, quand les gens fuient la guerre en Syrie, au Kurdistan, en Afghanistan, les ravages provoqués par l'impérialisme en Afrique...les accueille-t-on avec des barbelés, des mesures discriminatoires et négatrices de la dignité humaine, et les laisse-t-on se noyer en Méditerranée ? Il est de notre devoir de mettre fin à cette forteresse Europe et à ce racisme institutionnalisé.

La guerre en Ukraine a été également une cause – ou peut-être un prétexte commode – pour la relance de la course aux armements et du militarisme partout en Europe. Si le but de Poutine était de ne plus avoir une OTAN armée jusqu'aux dents à ses portes, il a atteint le résultat exactement opposé. Nombre de pays ont décidé d'augmenter substantiellement leur budget militaire. L'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie ont déposé leur demande d'adhésion à l'UE, et la Suède et la Finlande pourraient rejoindre

l'OTAN. L'Allemagne – avec un gouvernement dirigé par le SPD – a décidé d'accroître substantiellement son budget militaire. L'invasion russe en Ukraine a permis de faire sauter les verrous psychologiques qui empêchaient une renaissance du militarisme allemand...qui ne manque pas d'être inquiétante. Et l'UE pourrait enfin faire son saut fédéral, et se doter à cette occasion de sa propre armée. Les pays membres se sont réunis pour en discuter à Versailles le 11 mars. Peu d'éléments concrets sont sortis de ce sommet, mais il est clair que l'UE s'engage sur la voie d'une unification plus poussée, d'une centralisation plus importante, et d'une puissance militaire en devenir. Une UE politiquement unifiée et dotée d'une politique de défense commune, possédant un poids plus important et une indépendance plus grande sur la scène internationale, serait un empire de plus, défendant ses propres intérêts par la force des armes au besoin. Rien ne permet sérieusement de penser que l'UE des monopoles et des eurocrates serait un empire meilleur ou plus pacifique que les autres. Nous nous opposons résolument à ce projet impérial. Cette aussi une raison de plus pour nous opposer à ce que la Suisse lie par trop son destin à ce nouvel empire en formation qu'est l'UE.

La situation tragique en Ukraine a également été exploitée pour un retour en force du militarisme en Suisse : exigences d'augmenter le budget et les effectifs de l'armée, pressions pour le retrait de



Contre le militarisme et la guerre!
Participez aux démonstrations du 1^{er} août. Adhérez au Congrès mondial contre la guerre
Le Drapeau rouge, 1932

l'initiative contre l'achat des F-35...Des voix isolées s'élèvent même pour une adhésion de la Suisse à l'OTAN, ou du moins pour une collaboration renforcée avec ce bloc militaire. La politique dans notre pays sera visiblement dominée par cet agenda sécuritaire, réactionnaire et militariste pour encore un moment. Nous devons résolument nous opposer à cette course aux armements, qui ne fait qu'accroître le danger de guerre, défendre une politique de paix, et de neutralité (faute de mieux).

Il faudrait méditer aussi sur la régression terrible, épouvantable, où a mené la destruction du socialisme les anciennes républiques socialistes soviétiques, car la tragédie de cette guerre montre éloquentement à quels abîmes la restauration du capitalisme les a conduites.

Parti suisse du Travail – PST-POP, le 17 mars 2022



STOP à la guerre ! PAS à la civilisation !

Le Parti de la Gauche Européenne condamne sans équivoque la décision des gouvernements des Etats membres de l'UE d'utiliser l'exclusion des œuvres d'art et de culture et des artistes-travailleurs dans le secteur de la culture – comme élément de punition et de pression sur la Russie pour son invasion militaire de l'Ukraine. De nombreux pays européens ont déjà annoncé l'annulation des apparitions prévues de groupes artistiques russes et des collaborations avec des artistes russes, suivie de l'expulsion des étudiants russes des universités européennes et des programmes éducatifs et scientifiques. Ces restrictions n'offrent rien dans l'effort pour arrêter le choix criminel de Vladimir Poutine et de son gouvernement qui frappe le peuple ukrainien. Au contraire, elles

rappellent les pages les plus sombres du totalitarisme dans l'histoire récente, lorsque des œuvres importantes du patrimoine culturel mondial étaient détruites en masse à cause de l'identité de leurs créateurs.

Nous rappelons aux gouvernements qui ont tendance à répéter la même pratique que l'art et l'éducation mettent en valeur les idéaux humains les plus élevés, unissent les sociétés humaines au lieu de les diviser, aident à la compréhension mutuelle, favorisent l'expression des rêves et des douleurs des gens. Ils servent la paix, le désir de liberté, la coexistence harmonieuse et le respect mutuel, contre toute forme d'oppression, d'intolérance, de guerre et de destruction.

Ce n'est pas une coïncidence si, depuis le premier moment de l'intervention russe en Ukraine, de nombreux artistes russes ont publiquement déclaré leur opposition et leur soutien au peuple ukrainien, mettant en danger non seulement leur statut professionnel mais aussi leur liberté.

Le Parti de la Gauche Européenne demande la fin immédiate des politiques d'exclusion culturelle et éducative visant les artistes et les étudiants russes et propose de soutenir et de promouvoir leur travail comme un outil important pour le dialogue et un processus de paix significatif dans la région troublée.

Parti de la Gauche Européenne

François Mamin ... un fidèle de chez fidèle !

Ce n'est pas possible, François Mamin est décédé le samedi 26 février en fin d'après-midi. Il avait ... 66 ans ! François, l'indispensable François, coursier du Parti, le bon papa qui adorait ses deux fillettes, son petit toutou, François qui était toujours disponible quand on avait besoin d'aide, celui qu'on rencontrait au 25 Vieux-Billard, dans les étages, les caves et greniers, à la salle du Cercle du Mail, emporté bien trop tôt par cet sal... de cancer. Nous rendons hommage à un militant du Parti du Travail, à un ami de toujours. Nous prions ses proches d'accepter nos condoléances et nos témoignage d'amitié.

C'était, il y a plus de 50 ans ... Les gosses du quartier regardent avec de grands yeux Duport et ses employés installer le carrousel, les balançoires et le tire-pipes. Samedi, les flons-flons de la «Fête des Croupettes, au son de «Jo Joyeux et sa trompette» attireront des centaines de badauds. Parmi les gamins du quartier, il y a

François, déjà un peu «bouboule», le fils de la patronne du petit «Café de la gare». Il donne un coup de main aux militants du Parti du Travail, qui installent les différents stands.

Année après année, il est là, il tient le jeu de «massacre», est de service à la tombola. Et il nous accompagne à la «Kermesse populaire». Seul à Genève, sa mère et sa sœur sont parties pour l'Espagne, le Parti du travail, c'est sa famille. Il en partage les vues et participe à toutes les actions.

Et puis, et puis ... les années ont passé. Il s'est marié, il a deux filles, mais ne relâche pas son activité au 25 Vieux-Billard. Il est nommé membre de la «Commission cantonale de la pêche». C'est qu'il a toujours eu un bateau et comme tous les pêcheurs, il pousse un peu le bouchon ! Dans nos manifestations festives, c'est le «Roi du Schubling», affairé au grill à gaz ou à charbon.



François ! C'est vrai, les années ont passé, bien trop vite, et on n'a pas vu la gravité de ta maladie. Ce que nous regrettons, c'est que nous sommes plus que trois pour la partie de yass du vendredi ! Tu étais un sacré joueur : tu n'as jamais été pomme avec le «bour» ! Adieu François, j'espère que tu garderas un bon souvenir de nous tous et nous, avec le Parti du travail, nous ne t'oublierons pas. Dors, mon François, tu as maintenant tout le temps d'écouter les romances de ton pote, Alain Morisod.

(allocution de René Ecuyer, ancien président du PdT et député)



Communiqué de presse de la coalition Ensemble à Gauche: PdT, DAL, solidarités Usurpation du nom de la coalition Ensemble à Gauche et création d'une entité fantôme : Les organisations composantes d'EàG dénoncent un coup de force

Vous avez possiblement reçu mercredi 23 février un communiqué de presse soi-disant issu de la coalition Ensemble à Gauche (EàG) intitulé: «Ensemble à gauche s'ouvre aux adhésions individuelles», qui a été repris le 24 février dans un article de la Tribune de Genève. **Le DAL, le PdT et solidarités, les trois composantes d'EàG et seuls membres statutaires de la coalition, réfutent l'entier du contenu de ce communiqué, et dénoncent les messages passés et futurs, provenant du nom de domaine *ensemble-a-gauche.ch*. Ces derniers ne sont pas issus du site officiel détenu par EàG qui demeure *eag.ch*.**

Depuis plusieurs mois, 5 hommes élus au Grand Conseil sous la coalition EàG, détournent à leur profit le nom d'EàG, notamment en s'accaparant le site internet et les réseaux sociaux d'EàG. Ces élus ont démissionné début 2021 de solidarités pour créer «Résistons», un parti qui n'est pas membre de la coalition Ensemble à Gauche.

Bien que fortement minoritaires par rapport aux centaines de membres adhérent-es des trois composantes d'EàG, ces 5 élus se retrouvent souvent, suivant les absences, en majorité dans les réunions du groupe parlementaire au Grand Conseil qui compte 11 membres. Ils saisissent donc ces occasions pour passer en force et imposer leurs intérêts particuliers.

Détournement de l'association EàG-Grand Conseil (EàG-GC)

Lors de la dernière réunion du groupe parlementaire ce mardi 22 février, l'absence d'un élu de solidarités et de l'élue du PdT garantissait la majorité aux 5 élus de «Résistons». En position de force, ils ont lancé une nouvelle offensive majeure en soumettant au vote une refonte complète des statuts d'EàG-GC, l'association *ad*

hoc dont l'activité s'était jusqu'ici limitée à gérer les flux financiers et l'administration du groupe parlementaire EàG. Cet «amendement général» aux statuts d'EàG-GC, totalisant 3 pages A4, a été envoyé par e-mail en cours de séance! Ce coup de force veut imposer un changement total de la structure et du fonctionnement d'EàG. Un vote qui, à 5 voix contre 4, a donc bien sûr tourné en faveur des élus de «Résistons».

Par leur manœuvre, ils transforment l'association EàG-GC (aux buts jusqu'ici purement formels et administratifs) en association «Ensemble à Gauche-Genève» (EàG-Genève) qui, en se proclamant «force politique» (art.1) et en s'attribuant les principales compétences politiques et administratives de la coalition EàG, devient *ipso facto* un nouveau parti politique, excluant complètement les organisations composantes la coalition EàG. Cette association ainsi remodelée serait, selon ses statuts adoptés à une courte majorité, la seule entité habilitée à déposer des listes électorales sous le nom d'Ensemble à Gauche, elle aurait seule la maîtrise des outils de communication d'EàG et déciderait seule des mots d'ordre de votation. Elle remplace les organisations membres de la coalition Ensemble à Gauche avec les membres de l'actuel groupe parlementaire plus tout individu qui adhère aux conditions statutaires de «EàG-Genève».

Instrumentalisation des signataires d'un appel à l'unité

En septembre 2021, un «Appel à la constitution liste unique de la gauche de la gauche aux élections cantonales du printemps 2023» a circulé, avec la signature de plusieurs dizaines de personnes. Ce texte, rédigé par des membres de «Résistons», a été intégré au rang d'annexe dans les statuts de l'association créée par les 5 députés de «Résistons» et la signature de cet

appel constitue une condition pour adhérer à «EàG-Genève».

Ce faisant, des personnes qui pensaient sans doute bien faire en signant cet appel à l'unité, se retrouvent instrumentalisées dans le cadre d'un coup de force mené par 5 élus, dont le seul objectif semble être le maintien de leur situation de pouvoir.

Outre les signataires de l'appel, les député-es des composantes, même si elles ont refusé cette manœuvre ou étaient absent-es lors du vote, sont aussi forcé-es de faire partie de ce parti unique et même de son comité! Ce qui peut être en contradiction avec les statuts de leurs organisations, par la double appartenance!

Pour solidarités, le Parti du Travail et le DAL, ce coup de force est totalement inacceptable. Cet «EàG-Genève» fantôme n'a aucune légitimité ni aucune crédibilité. Les artisans de cette supercherie se ridiculisent s'ils pensent que ces basses manœuvres puissent constituer une base possible pour un quelconque travail en commun.

L'unité ne se décrète pas, elle se construit par un travail patient pour créer la confiance, dans le respect d'un fonctionnement collectif et démocratique. solidarités, le PdT et le DAL y travaillent désormais, dans une collaboration renforcée, loin d'une pseudo-unité de façade.

Genève, le 24.02.2022

Pour le DAL :
Christian Zaugg
Charlotte Meierhofer

Pour le PdT :
Tobia Schnebli
Salika Wenger

Pour solidarités :
Jocelyne Haller
Sébastien Bertrand



Form'action 2022

Du 15 au 18 avril 2022 à Neuchâtel Form'action c'est un weekend de cours sur l'écologie, le marxisme, les luttes sociales, et bien d'autres sujets encore, mais pas que : concerts, rencontres, parties de foot et jeux sont aussi au programme. Le tout dans une bonne ambiance avec une idée : améliorer le monde!

Programme

Vendredi 15 avril: Conférences 15h Table ronde sur le thème du Chômage en Suisse

Discussion sur le chômage en Suisse. Comment il se manifeste ? En quoi est-il différent d'avant ? Comment la crise du Covid change-t-elle la donne ? Le chômage change et il est important de savoir quelle est sa forme actuelle. Nous discuterons de ces changements dans cette table ronde avec des personnes présentes sur le terrain.

20h Conférence de Pierre-Olivier Poyard "Osez la paix"

Pierre-Olivier Poyard, militant de l'ARAC et du Mouvement de la Paix (Comité des Vosges), vient nous présenter son dernier livre "Osez la paix".

Nous reviendrons sur l'histoire du XXème siècle, riche en enseignement par la montée et le maintien de la puissance états-unienne jusqu'à la période actuelle et des acquis qui permettent aux pacifistes de lutter contre les envolées bellicistes récentes.

Samedi 16 et dimanche 17 avril: Cours

Cuba and Imperialism (Cours en anglais)

Samedi 10h-12h 14h-16h

The embargo has always been a huge economic obstacle for Cuba, further accentuated by the pandemic of COVID19. We will deal with this subject and the behavior of the international community with the 3rd Secretary of the Cuban Embassy in Switzerland and Lichtenstein, Yaris Lemus Pedrosa.



Yaris Lemus Pedrosa, 3ème secrétaire de l'ambassade de Cuba en Suisse

Marxisme pour débutant.e.s

Samedi et dimanche 10h-12h 14h-16h

Qu'est-ce que le marxisme? Qu'est-ce que le socialisme? Plus d'un siècle après avoir été écrites, les théories développées par Engels et Marx sont plus que jamais d'actualité pour comprendre notre monde et réussir à le changer. Ce cours abordera la base de la philosophie à travers le matérialisme et la dialectique. Une base d'économie permettra de comprendre la création de la richesse et sa répartition. Le cours sera ponctué d'exemples et d'exercices tirés de l'actualité.

Claire Corbaz, Comité de section des Jeunes POP Vaud

Gaël Vuillème, Comité de section des Jeunes POP Neuchâtel

Mouvement ouvrier en Suisse

Samedi et dimanche 10h-12h 14h-16h

Nous essayerons d'en savoir plus sur le mouvement ouvrier suisse. Le but est de permettre aux militants d'avoir une meilleure compréhension et capacité d'analyse de la politique suisse, de ses acteurs et des enjeux historiques, comprendre le présent en étudiant le passé.

Ludovic, historien et membre du Parti Suisse du travail

Sebastian, historien et membre du Parti Suisse du travail

Carte blanche au MJCF, Mouvement jeunes communistes de France

Samedi et dimanche 10h-12h 14h-16h

Le mouvement des Jeunes Communistes de France participe pour

la première fois à Form'action en présentiel. Riche de plus de 15'000 membres et plus que centenaire, le MJCF lutte pour un monde plus égalitaire et solidaire. Cette année nous avons laissé carte blanche à notre grande voisine.

Écologie et marxisme

Dimanche 10h-12h 14h-16h

Le futur de l'humanité est étroitement lié à l'avenir de la planète. Cette dernière est exploitée de manière extrêmement intense et violente afin de répondre aux exigences du système capitaliste basé sur la croissance économique. Le climat, comment ça fonctionne? Comment répondre aux défis climatiques actuels? Est-il possible d'envisager une société écologique et respectueuse de l'environnement dans le système capitaliste? Voilà quelques pistes que nous allons aborder durant cette journée.

Johann Stachurski, Jeunes POP, groupe écologie

Camille Vuillème, Jeunes POP, groupe écologie

Dimanche 17 avril Concerts

Dès 21h Concert du Pop'chestra DJ-Set par Elie

Des cours sont aussi organisés en allemand

Informations pratiques

Lieu

Maison Océane
Route de Pierre-à-Bot 64
2000 Neuchâtel

Tarifs

Weekend complet
(repas et logement inclus): 60 CHF
Prix par jour : 20 CHF
Prix soutien: 100 CHF

En cas de difficulté financière, il est possible de s'arranger sur place avec les membres de l'organisation. Inscription sur :

<http://www.jeunespop.ch/formaction/>

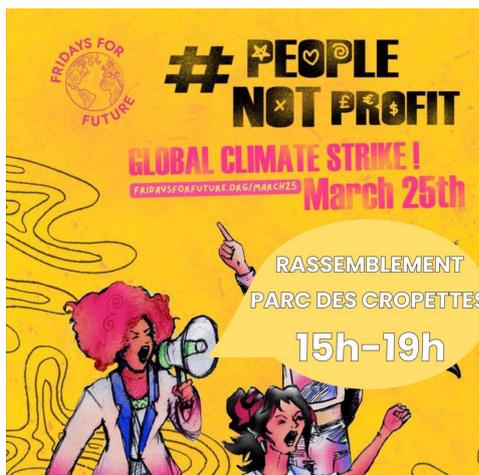


Une nouvelle qui aurait dû faire les gros titres : le second volet du sixième rapport du GIEC

Vous n'en avez pas forcément entendu parler, et c'est normal. Il faut dire que la nouvelle a été à peu près complètement éclipsée par l'invasion russe de l'Ukraine – ce qui est compréhensible – et que la plupart des médias se sont contentés d'un service minimum, ce qui est clairement une faute. Il s'agit en effet d'informations dont l'importance est extrême, et qu'il est irresponsable de ne pas traiter avec la plus grande attention.

Le 28 août 2022, le GIEC a publié le deuxième volet de son sixième rapport d'évaluation, portant sur les impacts du réchauffement climatique sur l'humanité, et les adaptations pour en limiter les conséquences. Un premier volet avait été publié en août et portait sur les fondements physiques du réchauffement climatique, et avait établi que la hausse des températures avait d'ores et déjà atteint 1,1°C par rapport à l'ère préindustrielle, et atteindra de façon quasiment inévitable 1,5°C en 2030, même s'il est encore possible d'éviter le pire si les bonnes décisions sont prises à temps. Un troisième volet paraîtra en avril de cette année, et aura pour objet les solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Or, les résultats de ce second volet sont glaçants – sans mauvais jeu de mots – et devraient attirer la plus extrême attention. Il confirme que le réchauffement climatique a d'ores et déjà un impact considérable sur les humains et les écosystèmes. Un impact qu'il est d'ailleurs malheureusement aisé de constater : vagues de chaleur, feux de forêts gigantesques, événements météorologiques extrêmes... Ce rapport confirme que non seulement les modélisations antérieures ont été confirmées, mais encore qu'elles étaient trop prudentes. Les impacts déjà constatés se situent en effet dans les scénarios les plus pessimistes, et ils ne cessent de croître. Trois faits en particulier doivent être relevés : la disponibilité des ressources en eau et de la nourriture



diminue dans plusieurs régions du monde, la santé humaine se dégrade partout, et les aires de répartition des espèces animales et végétales ont diminué de moitié. Entre 3,3 et 3,6 milliards de personnes sont gravement menacées par le changement climatique. Ce sont les gens les plus modestes qui sont le plus exposés aux dégâts, et les moins susceptibles de s'en protéger. Les populations les moins responsables du changement climatique en seront les principales victimes.

La situation n'est pas encore désespérée. Il est encore possible d'agir pour éviter le pire, mais le temps nous est compté pour cela. Selon les propres mots du GIEC : « Tout retard supplémentaire dans l'action mondiale anticipée concertée sur l'adaptation et l'atténuation fera manquer une fenêtre d'opportunité brève et qui se referme rapidement pour assurer un avenir viable et durable pour tous ». La décennie 2020 est cruciale, et tout retard aura des conséquences.

Or, les auteurs du rapport soulignent un manque de volonté politique évident, et un non-respect flagrant des engagements pris par la majorité des États.

Des engagements autrement plus ambitieux, par les moyens y consacrés et par la vitesse des changements, sont nécessaires, tant pour



la réduction des émissions de gaz à effet de serre qu'en matière d'adaptation. Le GIEC prône une accélération de la transition énergétique, une meilleure gestion des ressources en eau, la préservation de l'environnement – la nature possède en effet une importante résilience, et peut elle-même être un facteur d'adaptation, si on ne la dégrade pas – et l'agroécologie pour adapter l'agriculture aux nouvelles conditions, préserver les sols et faire meilleur usage de ressources rares. Les auteurs recommandent, en matière de solutions d'adaptation, la justice sociale, le renforcement de l'éducation et des systèmes de santé, pour que tout le monde puisse mieux résister aux bouleversements. Les villes doivent faire partie de la solution, par les adaptations aux conditions climatiques plus hostiles, par le remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables, par un urbanisme plus durable et plus écologique. La technologie n'est en revanche par la solution miracle, peut même amplifier le problème, ou en créer de nouveaux.

Malgré tout, certains impacts du changement climatique sont d'ores et déjà irréversibles, tous les dégâts ne pourront être évités, et, dans certains cas, les capacités d'adaptation des humains et des écosystèmes est déjà dépassée.



Le deuxième volet n'a guère attiré l'attention des médias, ni du public. Soit. A-t-il au moins attiré celle des gens qui nous gouvernent ? Qu'est-ce qui est – s'il est fait quelque chose – pour répondre à l'urgence ?

Hélas, force est de constater que le silence assourdissant qui entoure ce rapport n'est pas seulement dû aux bombes russes, mais au fait que les enjeux cruciaux qu'il aborde n'arrivent pas beaucoup au-dessus dans le niveau des priorités des décideurs bourgeois que celui que les médias lui ont accordé.

Atroce et tragique en soi, grave menace potentielle pour l'existence même de l'humanité, la guerre en Ukraine a eu en outre l'effet pervers de déplacer l'agenda politique dans la direction de la pire réaction. Le réchauffement climatique s'est révélé être – mais fallait-il vraiment en douter ? – une préoccupation tout à fait secondaire pour nos dirigeants. Très loin derrière en tout cas le retour en force du militarisme, le coût écologique des investissements militaires colossaux consentis n'étant pas même évoqué !

Dussions nous admettre que la guerre impose ses nécessités, il faut se rendre à l'évidence que celle-ci a révélé que les promesses de sortir des énergies fossiles (un jour, peut-être, si le marché le veut bien) n'étaient pas sérieuses. L'insistance d'États de l'UE pour que les sanctions ne touchent pas le pétrole et le gaz russe ont forcé lesdits États à avouer que non seulement ils ne peuvent se passer actuellement des énergies fossiles, mais qu'ils n'envisagent pas non plus d'en sortir dans un avenir proche.

Certes, il est question de se passer totalement des hydrocarbures russes d'ici 2027. Certes il est question d'accélérer la transition énergétique, d'accroître les énergies renouvelables, mais aussi de relancer le nucléaire (ce qui est sans doute mieux si on considère uniquement les émissions de gaz à effet de serre, mais pas forcément si on voit le problème dans sa

globalité). Mais, en pratique la principale solution envisagée pour remplacer les énergies fossiles russes...est de les remplacer par d'autres énergies fossiles : gaz liquéfié étatsunien, pétrole et gaz de schiste, pression sur les pays de l'OPEP pour qu'ils augmentent leur production (pour ne pas faire affaire avec le régime de Poutine, l'Occident si vertueux se tourne vers les démocraties exemplaires que sont les pays du Golfe), possible accord avec l'Iran, l'Italie envisage même de relancer les centrales à charbon...Seul point positif dans ce programme, le Venezuela pourrait obtenir la cessation de la guerre économique criminelle que les USA mène contre lui, en échange de son pétrole. Autant dire qu'on compte utiliser le pétrole et le gaz pendant encore longtemps, alors qu'il est urgent d'y renoncer au plus vite.

On fait grand cas des hausses des prix des carburants que provoque la guerre, de l'inflation qu'elle accentue. Certes, le problème est grand, même en Occident (mais sans comparaison avec ce que représente la hausse des prix des aliments de base dans le Tiers Monde), et ce renchérissement frappe durement les plus modestes, dont certains n'ont pas actuellement d'alternative à la voiture, ni au mazout pour se chauffer. Les appels à renoncer immédiatement à prendre la voiture, et à baisser le chauffage, pour ne pas soutenir le régime de Poutine, voire des réactions réjouies à cette hausse des tarifs d'une certaine gauche petite-bourgeoise sont certes la marque de fabrique d'une écologie antisociale, prônée par des politiciens qui ne connaissent guère les conditions d'existence des classes populaires. La transition écologique ne peut se faire, ni être socialement acceptable, si on la fait payer aux gens modestes, tandis que les plus



riches – pour qui ces hausses de prix sont insignifiantes – pourront continuer à polluer en toute impunité. Un contrôle des prix est notamment indispensable pour préserver le pouvoir d'achat des classes populaires.

Cela dit, il n'est pas non plus raisonnable, ni réaliste, de prôner comme solution durable l'essence à bas prix pour la raison que des travailleuses et travailleurs modestes ne peuvent se passer de leur voiture. Car c'est une « solution » pour combien d'années ? Il n'est enfin pas possible, en restant cohérent, d'être conscient de la nécessité d'une sortie rapide des énergies fossiles, et de la repousser au nom de ses conséquences sociales. La difficulté est objective, et montre toute la difficulté d'une écologie sociale, qui, en vérité ne peut s'imposer que par un changement total de paradigme, par la rupture avec un capitalisme nécessairement écocide et la construction d'une société entièrement différente. Une société qui, selon nous, ne peut être qu'une société socialiste.

Un tel changement radical est certes difficile – ses difficultés sont celles de toute grande révolution –, mais il est indispensable et urgent. Car autrement, si les choses devaient continuer en l'état pour une décennie ou deux encore, les ravages que le changement climatique provoquera, les phénomènes d'inflation et de pénuries que nous connaissons actuellement passeront pour des problèmes tout à fait mineurs en comparaison.

Alexander Eniline



Remplissons l'Europe de féminisme

Ce 8 mars, Journée Internationale des Droits de Femmes, nous remplissons toute l'Europe de féminisme, parce que les féministes ont leur propre agenda pour de nouvelles conquêtes des droits des femmes, parce que nous voulons parvenir à une égalité réelle.

Les féministes du Parti de la Gauche Européenne visent à une vie sans violence. Nous voulons la paix et la paix dans le monde. Nous préconisons la solution de la guerre entre la Russie et l'Ukraine par le biais d'accords diplomatiques, la défense de la souveraineté des peuples et des droits de l'homme, et nous ne voulons pas de l'agenda belliciste de la domination patriarcale de l'extrême droite et des forces réactionnaires.

Nous voulons éradiquer toute violence sexiste de nos vies, soit-elle physique, psychologique, structurelle, institutionnelle, religieuse, obstétrique, ni sexuelle, ni féminicide. Et nous ne voulons pas de l'agenda misogyne de l'extrême droite et des forces réactionnaires, qui nient l'existence même de la violence sexiste.

Nous veillerons à ce que nous toutes, sans exceptions, puissions jouir du droit de décider de nos corps et maternités, ainsi que d'interrompre une grossesse de manière sûre, sans obstacles et dans des structures publiques. On refuse l'agenda de l'extrême droite et des forces réactionnaires que, dans de pays européens comme la Pologne, veulent empêcher le droit de femmes de décider de leurs corps et maternité, en criminalisant celles qui veulent exercer leur droit.



Nous promouvons l'égalité des chances dans l'accès au travail, l'abolition de l'écart salarial, ainsi que du « plafond de verre et sol collant ». Nous voulons un travail décent pour toutes, tandis que l'extrême droite et les forces réactionnaires veulent que nous restions dans l'inégalité et l'insécurité de l'emploi, exploités, avec des salaires inférieurs à ceux des hommes, avec plus de contrats temporaires et à temps partiel.

Nous adopterons une loi contre la traite des êtres humains pour abolir la grande entreprise des réseaux de traite des femmes et des mineurs à des fins d'exploitation sexuelle, reproductive et par le travail. Ce à quoi sont soumises des milliers de femmes et de mineurs, extrêmement vulnérables.

Nous allons promouvoir l'éducation sexuelle et affective dans les écoles, que les jeunes sont éduqués avec des relations libres et égales, pas avec la violence sexuelle qui est apprise des pages pornographiques sur Internet, dès leur plus jeune âge.

Nous promouvons un système de santé, d'éducation et de soins publics de qualité dans l'égalité et

pour l'égalité. Parce que nous ne voulons pas continuer à fournir les services insuffisants que les gouvernements offrent, parce que nous voulons que la santé des femmes soit correctement prise en charge sans restrictions ni abus obstétricaux. Parce que nous voulons une éducation pour l'égalité dans les écoles et parce que nous voulons prendre soin de nous et avoir le temps de prendre soin de nous-mêmes.

Nous défendrons les droits humains de toutes les femmes sans exclusion, y compris ceux du collectif LGBTQIA+ et ceux des femmes migrantes.

C'est notre ordre du jour. #StopAlliance criminelle du patriarcat et du capital

Nous voici, les féministes du Parti de la gauche européenne !



Élections cantonales vaudoises : progression du POP et de la gauche radicale



Les médias ont abondamment parlé du résultat des élections cantonales vaudoises du dimanche 20 mars 2022, essentiellement sur l'élection au Conseil d'État ; agrément de spéculations sur l'intérêt qu'aurait la droite de s'unir, sur l'exemple vaudois, du Centre à l'UDC. En gros : la majorité au Grand Conseil reste à droite, et celle du Conseil d'État va peut-être passer à droite, mais peut-être pas, le deuxième tour le dira.

Un résultat dont la presse bourgeoise n'a pas parlé pourtant est

que les différentes listes de la gauche radicale progressent sur le canton, totalisant 7 élu-e-s (contre 5 la législature précédente).

Parmi ces 7 élu-e-s, trois sont du POP, la section vaudoise de notre Parti. Marc Vuilleumier et Céline Misiego sont sortant-e-s, et Vincent Keller est nouvellement élu. Des résultats en progression, qui reflètent le bon travail de terrain de notre Parti, son renforcement organisationnel et idéologique, le bon bilan des élu-e-s sortant-e-s, le succès d'une ligne combative et populaire,

qui correspond à une réelle nécessité. Les listes du POP sont en outre en progression sur un certain nombre de communes, sans que cela suffise à se traduire en sièges (le système électoral vaudois est différent de celui du canton de Genève, avec notamment plusieurs circonscriptions). Cette progression reste modeste, mais est néanmoins réelle.

Nous pouvons souhaiter du succès à nos camarades vaudois dans leur lutte, sur le terrain parlementaire comme extra-parlementaire.

Communiqué du POP Vaud – Menace de mort sur la place publique contre l'un de nos candidats !

Le Parti Ouvrier et Populaire (POP) a appris avec stupeur la présence du tag apposé sur l'Hôtel de Ville à Lausanne, place de la Louve, appelant à la mort de notre candidat du Nord vaudois, Zakaria Dridi. De nombreux autres tags de la même teneur, appelant toujours à la mort des antifascistes et des communistes, ont été découverts à Lausanne. La menace a été apposée peu avant 8h samedi matin et a été recouverte par la commune à 18h le même jour. Dans le même temps, des menaces contre l'intégrité physique de notre candidat lui ont



été adressées par message. Une plainte a été déposée aujourd'hui.

Nous exprimons notre entière solidarité envers notre candidat visé, appelons les autorités à agir contre les menaces de l'extrême-droite sur notre famille politique, et les autres partis à condamner sans réserve ces agissements.

POP Vaud – 14 mars 2022

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

Paraît 10 fois par an

Rédaction, administration

25 Rue du Vieux-Billard

Case Postale 16

1211 Genève 8

pdt-ge@bluewin.ch

www.pdt-ge.org

022 321 79 58

ccp : 12-8747-5

mention : encre rouge

Éditeur responsable :

Alexander ENILINE

Maquette :

Alexander ENILINE

Ont collaboré à ce numéro :

Alexander ENILINE, Tobia

SCHNEBLI, Balmain BADEL,

René ECUYER

Délai de remise des textes :

25 avril 2022

Tarif abonnements :

1 an : 20,-

Soutien : 40,-

Donateur : 60 :-



Commémoration pour le 50^{ème} anniversaire depuis le décès de Kwame Nkrumah

Le 27 avril 2022
À 19h00

A la salle du Cercle du Mail (25 Rue du Vieux-Billard)
Suivie d'une soirée conviviale

Votations populaires du 15 mai 2022 Recommandations du Parti du Travail :

Votations fédérales :

- ✂ Loi fédérale sur la culture et la production cinématographiques (« lex Netflix ») : OUI
- ✂ Loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules : OUI
- ✂ Arrêté de développement de l'acquis de Schengen (financement additionnel de Frontex) : NON

Votations cantonales :

- ✂ Loi modifiant la loi sur l'instruction publique (CO22) : OUI

Recherche de bénévoles

La permanence de remplissage de déclarations d'impôts constitue un travail social utile et apprécié de notre Parti (ainsi qu'une source de financement bienvenue). Mais nous sommes victimes de notre succès, et nos deux secrétaires, ainsi que nos bénévoles actuels, sont quelque peu débordés.

C'est pourquoi, nous sommes à la recherche de bénévoles supplémentaires :

Lundi, mardi ou jeudi
De 15h30 à 19h30

Pour récolter les documents nécessaires au remplissage de la déclaration d'impôts, et vérifier que tout y est (pas nécessaire de la remplir vous-même).

Si vous souhaitez donner un coup de main, merci de nous écrire à pdt-ge@bluewin.ch, ou de passer au secrétariat (25 Rue du Vieux-Billard, 1205 Genève, 2^{ème} étage)

Rejoignez-nous !

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

- Je souhaite adhérer au Parti du Travail
- Je souhaite m'abonner à l'Encre Rouge
- Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

NPA : _____

Localité : _____

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8